



Un voyage incomplet

Le voyage en Europe du Président Richard Nixon s'est achevé par des communiqués plus ou moins conventionnels et l'on ne voit pas clairement quels sont ses résultats.

L'Europe occidentale a réservé un accueil chaleureux à ce chef d'une grande nation dynamique et les rares démonstrations hostiles orchestrées par les partis communistes et les "protestataires" n'ont pas eu de répercussions vraiment fâcheuses.

Il est clair que l'Europe désire l'amitié de tous les peuples amants de la paix et en particulier celle du peuple américain. Il est clair que l'Europe craint l'expansionisme soviétique, russe ou asiatique, qui est à ses yeux le vrai péril.

L'idéal de l'Europe unie n'est pas seulement une idée abstraite, c'est aussi une arme défensive, la seule dont l'Europe dispose; une Europe unie et solidaire de l'Atlantique au Nistre, sous un seul drapeau, représente une force humaine supérieure à celle des Américains et des Russes réunis.

Ce n'est ni la première ni la dernière fois que nous formulons cette affirmation que nous ne nous lasserons jamais de répéter.

Mais aujourd'hui, dans ce bref commentaire, nous nous bornerons à dire que le voyage du Président Nixon n'a pas été fait en Europe, mais dans une moitié de l'Europe; que les étapes qui n'avaient pas été prévues, à Prague, à Bucarest, Sofia et Varsovie lui auraient offert le vrai tableau du drame continental; c'est là, dans ces pays livrés à Jalta aux convoitises soviétiques par l'égoïsme britannique et la légèreté irresponsable de Roosevelt et de son parti (qui n'est pas celui de Nixon) qu'il faut voir la vraie tragédie de l'Europe. Cette Europe orientale sillonnée par les chars blindés soviétiques, courbée sous la menace des manoeuvres du Pacte de Varsovie, cette Europe où les jeunes gens préfèrent la mort par les flammes plutôt que la vie sous le joug soviétique; cette Europe où Nixon, comme l'an dernier de Gaulle, n'aurait pas été accueilli par des manifestations hostiles mais par des fleurs, par les larmes de joie et les cris d'espoir des peuples qui attendent leur libération.





Ville de Szolnok (Hongrie) 1919 - Les troupes roumaines qui ont libéré le territoire hongrois de la dictature communiste de Bela Kuhn distribuent des victuailles à la population magyare.

Une étrange rencontre de Hongrois à Bolzano

Il «semble» qu'à Bolzano, du 29 mars au 6 avril de cette année, aura lieu une rencontre de tous les Hongrois en exil. Naturellement il s'agira d'une rencontre de caractère politique mais où l'on ne parlera pas, par exemple, du vilain rôle joué par les troupes de Budapest dans l'invasion de la Tchécoslovaquie en août dernier, ni de la courageuse attitude des Roumains et des Yougoslaves qui n'ont pas voulu intervenir en cette tragique circonstance... non, tout simplement on parlera de la Transylvanie et des «droits» hongrois sur cette terre latine qui depuis 50 ans fait de nouveau partie, selon la logique moderne le l'autodétermination, du territoire national roumain.

En choisissant Bolzano comme point de rencontre, les exilés hongrois ont donné preuve, dès le départ, d'un sens exquis de... l'à propos:

le Haut Adige est une des régions les plus tourmentées d'Italie où le souvenir des méthodes impérialistes austro-hongroises est encore cuisant.

En réalité cette manoeuvre autour de la Transylvanie — qui fait clairement ressortir la complicité entre l'« exil » et le régime de Kadar — n'est rien d'autre qu'une provocation au bénéfice des Russes. Moscou, exaspéré par l'attitude pleine de dignité du gouvernement de Bucarest, utilise tous les moyens pour ramener la politique roumaine dans l'orbite du Kremlin.

Mais jeter actuellement sur le tapis ce problème pour le moins anachronique c'est agir sans discernement pour en arriver, au mieux, à consolider le fauteuil chancelant de Kadar et prolonger la permanence des troupes soviétiques dans l'Est européen.

Est-ce là ce que veulent les exilés hongrois?

Nous regrettons de le dire, mais leur manoeuvre risque de transformer les membres de la rencontre de Bolzano en véritables mercenaires des Russes et des ennemis de l'Europe.

Les Hongrois savent parfaitement à qui appartient la Transylvanie.

Les Hongrois savent parfaitement qui les a sauvés en 1919 de la dictature de Bela Kuhn.

Les Hongrois savent que ceux de leurs compatriotes qui vivent en Transylvanie où la majorité de la population est roumaine, préfèrent l'administration roumaine à celle de leur pays d'origine.

Ils devraient relire, ces Hongrois de Bolzano, les pages de leur histoire écrites non par des Roumains mais par leurs compatriotes. Voici, pour ne donner qu'un seul exemple, ce qu'écrivait en 1886 l'historien hongrois Paul Hunfalvy:

« ... les ancêtres des Roumains d'aujourd'hui n'ont jamais cessé depuis Trajan d'habiter l'ancienne Dacie, c'est-à-dire la **Transylvanie**, la Moldavie et la Valachie. Les habitants roumains de ces pays sont les descendants directs des colons établis par Trajan en Dacie... ».

Telle est la réalité historique de la Transylvanie qui est et restera roumaine, c'est-à-dire partie intégrante de l'Europe.

Une Europe qui ne pourra jamais s'unir si certains Européens se font les serviteurs des impérialismes quels qu'ils soient, impérialisme féroce des hordes asiatiques ou puéril impérialisme d'opérette...

ACTIVITES DE LA FONDATION EUROPEENNE DRAGAN

INTEGRATION EUROPEENNE

Le lundi 13 janvier s'est ouvert à Palma de Majorque le cycle de conférences de la Fondation Européenne Dragan. Le Professeur Alexandre von Randa, de l'Université de Salzbourg a parlé en présence d'un public de choix sur le thème « Histoire de la conscience européenne ».

L'un des buts de la Fondation Européenne Dragan est la création d'une Université Européenne, multinationale, à Palma.

Mais c'est là une entreprise à long terme et la Fondation a prévu des activités immédiates, qui doivent l'aider à son épanouissement et à la préparation du cadre de la future Université.

Une Bibliothèque centrée sur les sujets européens est déjà en formation. Elle sera peut-être complétée par une maison d'Édition à Madrid, qui publierait surtout des ouvrages ayant trait à l'Europe.

Au printemps prochain, la Fondation va réunir diverses personnalités universitaires pour une Table Ronde, chargée de fixer définitivement le plan académique de la future Université Européenne.

Un cours d'été réservé aux étudiants européens est prévu pour le mois d'août. Il comptera sur la participation de seize professeurs d'Université (six espagnols et dix étrangers) et sera axé sur deux grands sujets: culture espagnole et culture européenne.

Un Séminaire sur la thématique historique européenne est en projet pour l'automne. Il réunira neuf spécialistes sous la direction du Professeur Alexander von Randa. Ce Séminaire sera repris une semaine plus tard à l'Institut d'Histoire Universelle du Centre de Recherches Scientifiques de Salzbourg, comme préparation à la mise en place d' une éventuelle Faculté d' Histoire Européenne à Salzbourg, encadrée dans la future Université de Maiorca.

Ces activités seront couronnées par le Concours d' Interprétation de Musique Européenne, à la fin de l'année, avec un Prix de 100.000 pesetas.

Voici un résumé de la conférence du professeur Von Randa.

INTRODUCTION DU PROF. ALEXANDRE VON RANDA (UNIVERSITE' DE SALZBOURG) PRESIDENT DE L'INSTITUT D'HISTOIRE UNIVERSELLE PRES LE CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE DE SALZBOURG

Nous nous sommes réunis sous le signe de la Colonne Trajane, un symbole de l'Europe, familier à Munich. A quelques pas de notre Fondation Européenne, on garde une magnifique reproduction de cette colonne impériale datant d'il y a environ deux siècles (1774-1780); on sait que la colonne illustre la campagne de Trajan contre les Daces, dans l'actuelle Transylvanie, si bien qu'elle est à la fois l'expression artistique de l'expansion maxima de l'Empire Romain

et l'acte de naissance du peuple roumain.

Je ne pouvais trouver un symbole mieux indiqué que ce monument romain illustrant l'intégration européenne de la Dacie, qui fut le rempart de l'Europe sur le bas Danube, que les géographes du moyen âge appelèrent « Caput Europa » et près de laquelle se trouva l'unique province romaine appelée « Europa », la Thrace dans laquelle Hérodote, père de l'historiographie vit déjà l'Europe.



Prof. Alexandre von Randa

La proto-Europe se trouvait donc dans l'actuel sud-est européen et précisément en Thrace, entre le Bosphore et la Transylvanie. Aux Grecs remonte la seconde Europe, l'Europe de conception spirituelle. Les Hellènes furent les premiers théoriciens de l'idée européenne, tandis que les Romains, réalistes, furent les fondateurs, sur le plan pratique, d'une première esquisse de l'Europe, de la Méditerranée à la Britannnia, défendue pendant quatre siècles par quarante empereurs originaire du sud-est européen contre les invasions asiatiques.

Quand les empires d'Occident et d'Orient s'écroulèrent ce fut l'Eglise qui créa une nouvelle conception de l'Europe, d'ordre religieux; cette quatrième Europe fut suivie par la cinquième Europe des successeurs de Charlemagne qui amena à la constitution, à Payern, dans la Suisse actuelle, de la triade des royaumes d'Allemagne, d'Italie et de Bourgogne. Cette cinquième Europe impériale fut à son tour suivie, à l'époque moderne, par une sixième conception, l'Europe hispano-autrichienne. Cette sixième Europe avait pour idéal, selon la formule employée par Charles-Quint à Ratisbon-

ne, en 1532, la «Paz universal» de la «république chrétienne» et la «reformation de la iglesia»; ou encore, selon d'autres (Jaime Valdez, 1600), la formation d'un Empire Européen uni à un Empire Américain.

La septième Europe française ne fut pas forgée par les campagnes menées sous Louis XIV: elle fut, en réalité, la «République de tous les Intellectuels» et le «Corps social» de Voltaire et Rousseau. Goethe a dit que «... cette Europe du XVIIIe s. a été l'une des républiques les plus surprenantes qui aient jamais existé» et qu'elle a naufragé «parce que l'une de ses composantes, exactement la France elle-même, voulut devenir une république». Napoléon estima que l'unité de l'Europe ne pouvait être garantie que par une France forte, si forte que personne ne pût l'attaquer et si grande qu'elle ne pût songer à s'agrandir encore. Naturellement le mouvement de résistance anti-napoléonien et la Sainte-Alliance ne pouvaient donc que s'inspirer à leur tour de l'idée européenne: ce qui semble avoir été l'anticipation de ce qui suivit la seconde guerre mondiale. La huitième Europe du siècle dernier se basait sur le sentiment des nationalités, de Michelet à Heine jusqu'à Gioberti et Unamuno; elle arrive logiquement à son déclin avec la Grande Guerre qui, en détruisant le classique Etat multinational, l'Autriche, amène la faillite des plans de confédération européenne de l'homme d'Etat roumain Aurel Popovici. La seconde Guerre mondiale met fin à la conception paneuropéiste de Coudenhove et rejette l'Europe derrière ses frontières médiévales. Toute tentative de localisation historique du temps présent nous oblige à reconnaître, comme le prouve l'expérience, qu'il faut accorder une valeur d'actualité aussi bien aux conceptions de nationalités qu'aux conceptions utopiques et que toutes les structures de la nouvelle Europe ont une signification proportionnée à l'esprit qui les anime; si bien que la voie unique de la dixième Europe se trouve dans la conception d'une communauté culturelle européenne. Et cette communauté, si elle veut survivre, devra admettre le principe de coexistence.

GIBRALTAR ET "FAIR PLAY"

par

C. MICHAEL - TITUS

L'Espagne voudrait entrer en possession de Gibraltar. Nous ne voulons pas le céder parce que la population de ce rocher veut rester britannique. Voici ce que les Britanniques moyens savent de cette dispute inventée de toutes pièces par le gouvernement travailliste et sa presse. Et pour mieux convaincre l'opinion publique, un référendum fut organisé à Gibraltar afin de prouver ce que tout le monde savait d'avance: les descendants de ceux que l'Angleterre avait une fois logés sur le rocher, veulent rester britanniques.

Réparer un acte d'agression coloniale

Au fond, l'Espagne n'avait jamais contesté ni la nationalité de ces colons ni leur désir de la garder. Ce que l'Espagne voudrait c'est de voir réparer un acte d'agression coloniale perpétré au commencement du XVIII^e siècle, en recouvrant l'autorité sur un territoire qui est partie indiscutable du pays espagnol. La géographie l'indique, l'histoire le confirme et le Traité d'Utrecht avait été conçu sur cette base même. C'est avec bonne foi et avec respect pour le traditionnel « fair-play » britannique que nous devrions ouvrir un livre d'histoire anglaise afin de revoir les considérations des historiens anglais eux-même sur ce Traité d'Utrecht que le gouvernement travailliste et la presse se gardent bien d'invoquer. Dans le volume V de la « Cambridge Modern History » (1934) édité par Sir A. W. Ward, Sir G. W. Prothero et Sir Stanley Leathes, à la page 444, nous trouvons ce texte:

« Parmi les autres articles, celui qui confirme la cession par l'Espagne à la Grande Bretagne de la ville, de la citadelle et du port de Gibraltar, est d'un intérêt particulier. La fierté espagnole et le sentiment national bien fondé, ont dû accepter la sanction d'une acquisition qui, après avoir été faite presque gratuitement, avait été maintenue avec tant de fermeté. Cette cession fut néanmoins accompagnée de stipulations qui garantissaient

le libre exercice de la religion catholique à Gibraltar, y interdisaient l'établissement des Juifs et des Maures et reconnaissait l'obligation de la part de la Couronne britannique d'assurer la rétrocession de Gibraltar aux Espagnols au cas où les Britanniques eussent envisagé de le vendre ou de s'en défaire de quelque manière que ce fût ».

Un traité dont la source n'est pas légale

Selon les historiens britanniques, les termes de ce traité sont aussi coloniaux qu'ils pouvaient l'être à l'époque. Il s'agit d'une « acquisition presque gratuite », donc d'un acte dont la source n'est ni légale ni naturelle, et qui purement et simplement proclamait à l'époque le droit du vainqueur. Le Traité d'Utrecht fut ensuite appelé à donner une forme, légale pour l'époque, à une acquisition de nature coloniale. A l'heure où l'Angleterre est fière d'affirmer qu'elle se trouve à l'avant-garde de la décolonisation, ignorer la nature de ce droit, c'est faire fi de tous les principes de décolonisation et du « fair play » traditionnel au nom duquel l'Angleterre a toujours voulu sembler agir.

Quant aux stipulations précises, nous devrions nous demander en toute sincérité: ces stipulations, ont-elles été toujours scrupuleusement respectées? Et, sinon, comment peut-on prétendre aujourd'hui que telle ou telle clause ne pouvait être respectée à la lumière de l'évolution démocratique de l'Europe — la clause concernant l'établissement des Juifs et des Maures, par exemple — sans remettre en question la validité du traité entier? Où donc devrait s'arrêter l'interprétation? Là où l'Angleterre voudrait maintenir une forme coloniale en Europe même, à titre de prestige, ou tout simplement là où il s'agit de décolonisation?

Toutes ces questions sont présentes à l'esprit des Britanniques honnêtes et le référendum de Gibraltar n'a pu fournir la réponse. Lorsque l'Angleterre a entrepris la colonisation du rocher espagnol, il y a environ deux

siècles, elle l'a fait au mépris des clauses d'un traité qu'elle invoque maintenant comme valable, au risque des colons et sur ses propres responsabilités. Ce n'est pas parce que les descendants de ces colons veulent à juste titre garder leur nationalité que Gibraltar est devenu moins espagnol et davantage britannique. A ce titre de légalité ad hoc, aucune décolonisation n'aurait été possible. La carte de l'Europe aurait un visage tout à fait différent si les territoires changeaient de nationalité selon les populations qui les habitent à des époques diverses de l'histoire. En organisant un référendum à Gibraltar, pour appuyer son droit de possession, le gouvernement travailliste a montré son attachement au vieux principe de politique impériale et avoue que la mentalité qui règne à Westminster est encore plus près de celle de la Russie de tous les temps, mentalité de puissance en marge de l'Europe. A ce propos, il est utile de signaler la réfutation que Fustel de Coulanges fit de cette politique dans une lettre à Mommsen en octobre 1870. Au grand romaniste allemand qui soutenait que l'Alsace était de nationalité allemande parce que sa population était germanique et parce qu'elle parlait « un langage allemand », Fustel de Coulanges demandait de regarder la carte de l'Europe pour voir que *« les peuples ne se sont presque jamais constitués d'après leur origine primitive »*.

« Si les nations correspondaient aux races, écrivait l'illustre Français, la Belgique serait à la France, le Portugal à l'Espagne, la Hollande à la Prusse; en revanche, l'Ecosse se détacherait de l'Angleterre, à laquelle elle est si étroitement liée depuis un siècle et demi, la Russie et l'Autriche se diviseraient chacune en trois ou quatre tronçons la Suisse se partagerait en deux et assurément, Posen se séparerait de Berlin... »

Un rêve colonial prolongé au flanc de l'Europe

Et si l'on pense que les Britanniques de Gibraltar, étant d'importation eux-mêmes, ne peuvent même pas invoquer la théorie de Mommsen, il est à peine concevable que l'Angleterre veuille prolonger son rêve colonial dans le flanc de l'Europe, sur un territoire qu'elle avait acquis à la suite d'une guerre dont les causes sont disparues depuis longtemps de la structure européenne. Nous savons que depuis Mommsen le principe des nationalités a joué en faveur de la constitution de nouveaux pays, mais nous devrions

nous rappeler que ce principe n'a joué que lorsque les nationalités respectives se trouvaient sur le territoire qui leur appartenait historiquement. C'est une confusion à ne pas faire quant à Gibraltar.

Ayant parlé d'abord d'indépendance pour Gibraltar déjà doté d'un gouvernement autonome, le gouvernement anglais a vite compris que dans un tel cas la clause de rétrocession du Traité d'Utrecht jouerait automatiquement. Il fallait donc une autre raison et cette raison fut à un certain moment de nature militaire: l'Angleterre ne pourrait pas abandonner une position stratégique importante pour le système de défense de l'OTAN. Nous eûmes vite fait de nous apercevoir de la débilité de cet argument: à l'époque des missiles, des fusées et de la conquête de l'espace, l'idée que la fermeture de Gibraltar puisse être un avantage stratégique réel, est pour le moins dépassée. L'Espagne n'a d'ailleurs jamais suggéré l'abandon de ce soi-disant avantage stratégique et, en elle-même, elle représente une garantie aussi puissante et aussi efficace que l'Angleterre.

Un commandement hispano-anglais de cette base serait d'ailleurs à envisager au nom du principe même de l'intégration de l'Europe occidentale dans le système de défense, principe qui paraît être si cher au gouvernement britannique.

A court d'arguments et faute d'avoir le courage d'affirmer qu'il entend conserver un prestige colonial en Europe même, le gouvernement travailliste en est alors revenu au principe du XIXe siècle et a mis en scène un référendum, tout en ignorant que l'Espagne n'avait jamais contesté la nationalité et le désir des colons de Gibraltar et avait même offert de respecter ce désir tout à fait légitime.

On se demande avec étonnement sur quelle voie le gouvernement travailliste engage la nation du « fair play » et quelle est exactement sa philosophie politique? Après plus de deux siècles, à l'heure où à Westminster on fait profession de foi européenne, le gouvernement travailliste invoque la validité d'un traité de caractère colonial dont l'Angleterre elle-même n'a jamais pu respecter toutes les clauses et lorsque cette validité s'avère débile, le gouvernement qui se dit socialiste et dénonce le référendum en tant que méthode démocratique de gouvernement, organise lui-même un référendum pour essayer de soutenir sous une forme moderne un vieux principe de diplomatie coloniale du siècle de diplomatie du siècle passé.

Avant de vouloir entrer dans la Communauté européenne, fair play, gentlemen!

Michel de la Ventolière

FIAT LUX

Presque chaque fois que l'Europe a été déchirée par la guerre elle a dû ses plaies à des malentendus locaux et à des haines de petite envergure. Toutes ses époques de paix furent étouffées par des confusions de notions d'intérêts et d'horizons. Ceci est vrai surtout de nos jours, où nous nous trouvons habitants d'un siècle déchiré par des haines mesquines et étouffé par les plus grandes confusions de notre histoire.

Nous avons vécu et nous payons encore de notre paix, de notre sécurité et de notre avenir, la confusion qui fut faite entre le nationalisme et le nazisme et nous voici, un quart de siècle après, en train de couvrir une autre confusion, celle qui tend à faire de toute politique qui ne convient pas au gouvernement israélien — une action d'antisémitisme militant.

Il est temps de rappeler à ceux qui couvrent cette confusion dangereuse que le nazisme a été bâti et promu sur le même genre de confusion. S'opposer à la politique brutale d'expansion du Troisième Reich, c'était dans les années trente vouloir écraser le peuple allemand, c'était lui infliger la pauvreté diaboliquement conçue par le Traité de Versailles. C'est au nom des souffrances du peuple allemand que les nazis ont enrôlé l'aide, la complicité tacite ou au moins l'indifférence d'une certaine bourgeoisie européenne et anglo-saxonne sentimentale et soucieuse de fair-play. C'est au nom de cette confusion que les nazis n'apparurent en fin de compte que des patriotes qui défendaient le droit de leur peuple à survivre, et lorsqu'il fut trop tard, la même bourgeoisie sentimentale a pratiqué la confusion à rebours: au commencement l'agressivité nazie avait été confondue avec le nationalisme ardent, lorsque l'erreur fut découverte le nationalisme ardent fut confondu avec le nazisme.

Le même cas de conscience

Voici que l'Etat d'Israël nous place aujourd'hui devant le même cas de conscience. Aujourd'hui comme hier, il ne s'agit pas d'opinion politique, mais, que l'on me pardonne l'abstraction, il s'agit surtout du contenu

de la notion qu'on emploie dans le procès d'évaluation d'une politique. On peut approuver la politique pratiquée par le gouvernement d'Israël mais cela ne devrait pas être qualifié de philo-sémitisme ou de mentalité enjuivée et là, je crois que les Israéliens seraient lets premiers à être d'accord. Le corollaire devrait être vrai au même degré: désapprouver la politique présente d'Israël ne devrait pas signifier antisémitisme — mais là, nous nous rendons compte que beaucoup de Juifs d'Europe préfèrent la confusion.

Un faible progrès dont nous avons besoin

Lorsque des groupements de Français, d'Allemands ou d'Anglais essaient d'exercer des pressions ou d'influencer les gouvernements de leur pays en faveur de la politique israélienne, uniquement au nom d'une liaison raciale ou religieuse avec le peuple israélien, il faut croire que ces groupements se plaisent à se considérer des minorités au sein de leurs peuples respectifs; lorsque la décision du gouvernement français d'arrêter toute livraison d'armes à d'Israël est dénoncée par ces groupements comme action antisémite, il faut croire qu'ils ont sciemment embrassé la confusion et qu'avant d'être Français — ces Français se considèrent des Israélites! Ce n'est pas le droit de rester fidèle à son origine et à sa naissance que nous voudrions contester ici mais la confusion voulue entre politique anti-israélienne et attitude antisémite. C'est un jeu politique extrêmement dangereux plein de conséquences incalculables. Après l'expérience douloureuse que l'Europe a faite lorsqu'elle fut blessée par le Nazisme et le Communisme, tous les Européens devraient comprendre que la société libre et civilisée demande son tribut et ce tribut consiste en un nettoyage de nos esprits et de nos pratiques politiques des confusions.

Dans l'Europe libérée de ses tristes séquelles on devrait pouvoir désapprouver la politique israélienne sans être considéré antisémite comme on devrait condamner l'agression soviétique en Tchécoslovaquie sans

UNE CONFERENCE sur L'INFORMATION EN ESPAGNE

Le 29 Janvier, à la LIBRERIA ROMANA, le prof. Gabriel Elorriaga, chef de cabinet du ministre de l'Information et du Tourisme espagnol, professeur à l'Université de Madrid, a tenu une conférence sur le thème «L'information en Espagne».

Nous donnons ci-dessous le résumé de cette intéressante manifestation.

Après avoir souligné l'importance des nouvelles techniques d'information, l'orateur a rappelé que les trente dernières années de la vie espagnole ont vu l'effort du peuple pour modeler sa propre réalité historique sur la base d'une idée cohérente et transcendante de sa propre personnalité.

Il a ajouté que la Seconde Guerre mondiale et le blocus qui la suivit, imposé à l'Espagne par les pays vainqueurs, entravèrent un processus de configuration nationale, dans une vision erronée, plus encline à faire reculer le Pays vers des positions extrêmes dépassées, qu'à en faciliter l'évolution pacifique vers l'avenir.

L'Espagne actuelle — a affirmé le prof. Elorriaga — est peut-être plus européenne qu'elle ne l'a jamais été, depuis des siècles, et ce résultat est dû à sa stabilité politique. L'Etat espagnol ne s'est jamais réservé l'exclusivité de l'information, mais a respecté, dès le début, les moyens d'information indépendants et privés qui, une fois arrivé le moment social adéquat, ont acquis leur développement maximum. De ces tribunes, les Espagnols étudient avec sensibilité et esprit critique, leurs propres problèmes; elles montrent aussi à quel point s'est accentué, de nos jours, en Espagne, le débat sur l'avenir. La clé de ce moment de l'information, en

Espagne, est la Loi sur la presse, promulguée en mars 1966. Cette loi concède de larges marges de liberté et de sécurité: elle interdit tout système de censure préventive et sanctionne un régime de garanties juridiques, professionnelles et d'entreprises, sans précédent à aucune autre époque de la vie espagnole.

En analysant le contenu de la Loi sur la Presse, le prof. Elorriaga a souligné qu'elle contient des normes coïncidant avec les critères internationaux en la matière: «critères qui sont dans les consciences de tous ceux qui ont médité quelquefois sur l'exercice de la liberté d'expression». Parlant des investissements économiques dans le domaine de l'information, l'orateur a dit que la concentration du capital équivaut à une concentration du pouvoir. «Si bien qu'il faut que les normes juridiques règlent les conflits éventuels entre les intéressés privés et sociaux, au bénéfice d'une juste information».

Ensuite, le conférencier a esquissé le panorama actuel des moyens d'information espagnols, des agences de presse, des émissions radiotélévisuelles et de la formation professionnelle des journalistes dans l'Espagne actuelle. Il a annoncé une importante collaboration du IIe Plan de Développement Economique à peine entamé, avec le financement des moyens d'information de tout genre moyennant des investissements de structure et des crédits à long terme qui favorisent sensiblement le renforcement des moyens d'information, soit publics — comme la télévision — soit privés, comme les émettrices radio-phoniques et la presse en général.

FIAT LUX

être considéré nécessairement anti-communiste; c'est un faible progrès de conscience européenne libre dont nous avons grand besoin si nous voulons survivre et sauvegarder le patrimoine de notre civilisation. C'est le premier pas que nous devrions faire dans le sens contraire de la tyrannie et de l'étouffement. Ne pas pouvoir désapprouver la politique israélienne sous peine d'être confondu avec les antisémites, c'est réhabiliter le nazisme, c'est refuser à l'Etat d'Israël le droit

d'être considéré un Etat comme tout autre; avec ses vertus et ses défauts. C'est proclamer cet Etat une prolongation fictive de la diaspora juive.

Lorsque les communautés juives de cette diaspora s'arrogent le droit de dénoncer la décision du gouvernement français, ils se placent d'une manière maladroite en contestataires du caractère viable de l'Etat d'Israël et contribuent en même temps à la balkanisation dans le pire sens du mot, du problème du Moyen Orient.

Vers une coordination de la politique financière européenne

Les ministres des Finances et de l'Economie des six Etats membres des Communautés européennes se sont réunis le 13 janvier 1969 à Garmisch-Partenkirchen sous la présidence du Dr. Franz Josef Strauss, ministre des Finances de la République fédérale d'Allemagne, et le 14 janvier sous la présidence du professeur Karl Schiller, ministre fédéral de l'Economie.

A cette conférence ont également participé les présidents des banques d'émission des pays concernés. La Commission des Communautés européennes était représentée par son vice-président, M. Raymond Barre, ainsi que par M. von der Groeben, membre de cet organe.

Les ministres ont pris connaissance d'un rapport présenté par le président de la Commission de politique budgétaire, le professeur Stamatii, portant sur l'amélioration de la situation financière des Communautés européennes. Ce rapport doit également être soumis au Conseil et à la Commission.

Les ministres se sont en outre occupés des questions actuelles concernant l'harmonisation des prescriptions fiscales dans chacun des pays membres.

Les ministres et gouverneurs généraux des banques d'émission ont eu un entretien détaillé sur l'évolution conjoncturelle au sein de la Communauté. Ils ont constaté que, dans les derniers temps, les efforts communs avaient déjà permis de réaliser des progrès en matière de rapprochement des objectifs de politique économique des pays membres. Ils ont cependant souligné que, pour réaliser un équilibre durable au sein de la Communauté, il fallait tendre à la poursuite d'une convergence de politique conjoncturelle plus poussée et aspirer à une coordination encore plus nette des objectifs et des politiques nationaux, ce qui représenterait parallèlement un apport essentiel en vue de la stabilité monétaire internationale.

Prenant la parole devant les journalistes, le professeur Schiller a mis l'accent sur le fait que, depuis la dernière conférence des ministres des Finances et de l'Economie, c'est-à-dire depuis la conférence de Rotterdam, en septembre 1968, il avait déjà été possible, grâce à des efforts communs, de réaliser des progrès en matière de rapprochement des objectifs de la politique économique des pays membres. Il a affirmé

également qu'une coordination des politiques monétaires ne serait probablement pas réalisable tant que des différences notoires subsisteraient entre les politiques des différents gouvernements.

L'opinion d'un journaliste européeniste

«La crise financière de novembre aura-t-elle écartelé l'Europe ou va-t-elle être l'occasion d'un nouveau pas vers l'unité? C'est ce qu'on va voir dans les semaines qui viennent» — écrit Jean Lecerf, spécialiste des problèmes européens dans le FIGARO du 12 février. "Pouvoir acheter ne suffit pas dans un marché commun — continue le journaliste français — il faut pouvoir payer». La Commission européenne a présenté un projet pour une meilleure coopération monétaire. «... que va-t-il nous apporter? — dit-il encore — Un pas résolu vers une monnaie européenne au risque de se heurter à la mauvaise volonté des gouvernements ou simplement un mécanisme modeste de consultations des accords que pour résoudre des désaccords?

La mesure du possible dépend de l'atmosphère politique. Il est à craindre qu'elle ne permette pas d'aller très loin. Lors de la récente conférence de presse de M. Mansholt à Berlin, un journaliste allemand lui a demandé pourquoi son pays devrait financer les excédents français, l'inflation française, la politique de grandeur du général de Gaulle. Toute coopération financière comportant une certaine automaticité, un embryon de réserve commune, risque de rencontrer ce type d'objection».

De toute façon la récente polémique anglo-française à propos des soi-disantes propositions du général de Gaulle, ne va pas manquer d'entraver pour un temps les activités en rapport avec le Marché Commun. La visite de M. Nixon en Europe, d'autre part, fera nécessairement évoluer la situation dans un sens ou dans un autre. On sait que le problème monétaire est l'un de ceux qu'il abordera en particulier avec le général de Gaulle et l'on veut espérer qu'un échange de points de vue entre l'Europe et l'Amérique aura des conséquences fécondes.

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

Retour à l'Entente Cordiale...

Une initiative qui tend à raviver l'Entente Cordiale a été prise par un groupe de députés gaullistes qui ont visité Londres et la Chambre des Communes, à titre privé, le 29 et 30 Janvier.

La visite a eu lieu dans la cadre de l'Union pan-européenne. Une réception a été donnée à la Chambre des Communes le soir du 29 janvier quand les députés français ont eu l'occasion de rencontrer des députés britanniques "afin d'essayer d'arriver à mieux se comprendre".

Les délégués français avaient à leur tête M. Louis Terrenoire, ancien ministre et président de l'Union pan-européenne de France. Les autres membres étaient: M. Raymond Bousquet, ancien ambassadeur de France à Bruxelles et maintenant député à l'Assemblée Nationale, M. Raymond Triboulet, ancien ministre, le professeur Didier Julia qui, à l'âge de 32 ans, est un des plus jeunes députés français, et M. Lée Hamon, député de la gauche gaulliste.

M. Gerard André, Premier Secrétaire à l'Ambassade de France à Londres était présent.

La visite des députés français a été faite à l'occasion de la réunion du Conseil central de l'Union pan-européenne, réunion tenue à Londres, à la demande des Français.

Le président international de l'Union, le Comte Richard Coudenhove-Kalergi, d'Autriche, fondateur de ce mouvement européen il y a plus de 50 ans, a déclaré entre autres: "Je travaille depuis longtemps pour de meilleures relations entre la France et l'Angleterre. Il y a peu d'espoir pour une Europe unie sans cela".

Le vénérable fondateur et président était venu à Londres avec le Dr. Otto von Hasbourg (fils aîné du dernier empereur d'Autriche) vice-président de l'Union, M. Bjorn Kraft, ancien ministre danois et M. Vittorio Pons, Secrétaire-Général.

Les ambassadeurs d'Autriche, du Portugal et de Suède étaient également présents.

La réception a été présidée par M. John Biggs-Davison, député conservateur de Chig-

well et président de l'Union pan-européenne d'Angleterre.

La Belle Epoque... l'Entente cordiale... et la valse de l'Europe

L'Entente cordiale... les voûtes de Westminster... Schönbrunn... les Hasbourg... la valse... la bonne volonté... Fallières;... le "gai Paris"... le bon vieux temps... et tout cela, en 1969 à Westminster en plein siècle atomique, après Auschwitz, Hiroshima, à l'heure du Vietnam et du voyage à la lune! Pour comprendre, il faut être en Angleterre, pays de la justice retenue, des perruques et des toges, où le socialisme est toujours celui que la reine Victoria avait une fois approuvé, où le conservatisme pratique encore la diplomatie du sourire et du partage du monde en zones d'influence.

Ces émouvants protagonistes d'une pièce de bonne volonté conçue dans un élan de générosité il y a plus de cinquante ans par un Comte de l'Empire autrichien, arrivaient presque à paraître réels. Dans leur souci d'offrir à l'Europe une solution, de lui montrer la voie du bonheur, à commencer par l'entente entre les deux « grandes puissances » qui doivent se partager l'influence en Europe, ces hommes du passé, ces fidèles du passé, paraissaient presque grands, importants et d'une sagesse accablante...

Perdu et tout petit parmi ces européens de première heure, j'aurais bien voulu ressusciter mon brave parternel, le voir porter son uniforme et son sabre avec son élégance rigide d'antan et l'emmener devant ce « civil » qu'est M. Biggs Davison, pour qu'il lui explique du haut de ses décorations l'importance stratégique de la cavalerie ... Hélas! mon père a disparu depuis longtemps, sa cavalerie s'est perdue quelque part dans les nuages de l'histoire, mais j'étais là, témoin ébahi de son idéal en train d'écouter les mêmes idées pleines d'optimisme et de bonne volonté et je pouvais l'entendre: « L'Angleterre et le France unies, et tous les autres se tiendront à leur place! ».

Cette fois-ci on parlait aussi finances, économie et commerce, mais l'atmosphère y était... robuste encore, sentimentale et pleine d'espoir. C'était toujours l'Europe dont les Anglais ont rêvé: paisible, pas trop encombrante, sans signatures, mais sur parole, une Europe issue du « gentlemen agreement » entre les deux grands, car chacun de ces deux grands a ses obligations et ses intérêts dans ces empires fabuleux d'outre-mer...

Vision aussi inoffensive que la sagesse européenne dans laquelle je me suis vautré avec délice tout en étant reconnaissant à M. Biggs-Davison, cet idéaliste pour qui rien n'est trop vieux ni trop petit pour faire avancer la cause de l'Europe; et, de ce point de vue, son action fut une gerbe de fleurs aux pieds de l'Europe.

*Allocution de M. John Biggs-Davison,
Député de Chigwell,
et président de l'Union
pan-européenne d'Angleterre*

Voici qu'au milieu de cette atmosphère de douce sagesse et de romantisme européen, la voix de M. Biggs-Davison est venue pour apporter une note de réalisme moderne et pour rappeler aux gens qu'il y a à l'ordre du jour des questions de grande importance pour l'Angleterre et pour la France.

M. Biggs-Davison a commencé par dire que l'avenir de l'Europe pourrait bien être décidé entre Washington et Moscou à moins que l'Angleterre et la France ne s'unissent dans leur volonté de créer une Europe capable de décider son propre destin. Il a souligné que l'Union pan-européenne cherche une unité plus large que celle des Six, dans la croyance qu'une politique commune européenne est plus importante qu'un Marché Commun. Selon M. Biggs-Davison, les nations européennes compteront très peu aux yeux des pays non-alignés et continueront à être ignorées par les « super-puissances » à moins qu'elles ne puissent présenter au monde une politique commune et une défense commune.

La clé de cette communauté d'intérêts politiques est l'entente avec la France, y compris et surtout la France gaulliste, car *"Quoique nous pensions du Général De Gaulle et malgré tout, la plupart des Britanniques l'admirent. Les clés de l'Europe sont à Paris et à Londres"*. A ces mots, l'assistance a vivement applaudi.

En affirmant que *"toute tentative des gou-*

vernements successifs de tourner les Allemands contre les Français et les Cinq contre les Six s'est avérée futile", M. Biggs-Davison a montré que l'insuccès a toujours été dû au fait que l'Angleterre a été indécise quant à choisir entre l'Europe ou s'accrocher piteusement à l'Amérique.

Pour lui, l'issue *"n'est pas le Marché Commun qui a créé autant de problèmes qu'il en a résolu" mais une large union européenne, le jour où l'Angleterre abandonnera son indécision.*

*L'union pan-européenne
d'humeur militante*

"Nous permettons aux Américains d'achever l'Europe grâce à notre ineptie", a dit Sir Brandon Rhys-Williams, à un déjeuner offert par l'Union pan-européenne, à la Chambre des Communes, le 29 janvier. Le déjeuner avait été offert en l'honneur de 24 parlementaires et industriels européens en visite à Londres.

*Trois tâches
essentielles
pour l'année 1969*

Dans son allocution, Sir Rhys-Williams a souligné le fait que les intérêts des Etats Unis dans les industries-clé de l'Europe sont de plus en plus considérables. Il considère que le devoir des Européens est de renforcer le marché européen des capitaux et d'arriver à une étroite coopération entre les grands centres financiers du continent afin d'empêcher que les Américains soient les premiers à s'emparer de toutes les ressources européennes.

Après avoir remarqué que la politique agricole du Marché Commun a échoué, Sir Rhys-Williams a énoncé ce qu'il considère être la première tâche essentielle européenne pour l'année 1969: *"Coordination à long terme de la politique agricole"*. Il a relevé à ce sujet la contradiction entre l'abondance *"embarrassante"* des produits agricoles dans les pays du Marché Commun cependant que l'Angleterre continue à être le plus grand importateur du monde de denrées alimentaires.

Ce qu'il n'a pas abordé à ce sujet, c'est que

le fait que l'Angleterre continue à vouloir obtenir des concessions spéciales pour sa politique agricole tout en voulant sauvegarder les intérêts de certains pays du Commonwealth empêche, justement, la distribution raisonnable qu'il semble préconiser. Sir Rhys-Williams a omis de dire que l'Angleterre importe ses denrées alimentaires presque exclusivement d'Australie et de Nouvelle Zélande et qu'elle voudrait continuer à le faire, même si elle entrait dans le Marché Commun.

Pour expliquer la deuxième tâche essentielle de l'année, Sir Rhys-Williams a dit:

« Nous devons créer ensemble un système plus flexible pour faire face aux variations des monnaies de nos démocraties, variations inévitables au fur et à mesure que le temps passe. Les grands prêtres de Breton Woods demandent de nouveau des sacrifices humains sous la forme de restrictions dans l'emploi et dans l'investissement en Europe. La stabilité du taux d'échange a priorité sur la politique nationale d'investissements et d'emploi. En réalité, si nous renversons l'ordre de la priorité et visions des investissements accrus et l'augmentation de l'emploi nous bénéficierons probablement de la stabilité. »

L'or doit prendre sa propre place en tant que référence impartiale de la valeur de la monnaie. Je prévois que le marché libre l'emportera graduellement et que les transactions au prix ancien de 35 dollars deviendront de plus en plus rares jusqu'à ce que le prix ne soit plus qu'un souvenir.

Il est difficile de voir comment un gouvernement britannique soucieux de garder ses « relations spéciales » avec les Etats Unis, criblé de dettes et enlisé dans la fiction du Commonwealth, pourrait adhérer à ces principes.

La troisième tâche fut expliquée ainsi par Sir Rhys-Williams: *« Nous devons apprendre à coopérer plus étroitement dans la manière dont nous contrôlons le mouvement des capitaux entre nos pays ».*

En terminant son allocution par la phrase: *« L'Europe doit se ressaisir et prendre le contrôle de son propre destin »*, Sir Rhys-Williams a donné l'impression qu'il n'avait pas voulu oublier complètement la politique européenne française.

L'idée que les destinées européennes doivent être contrôlées par l'Europe a été depuis toujours la clé de voûte de la politique gaulliste en Europe et si le gouvernement français s'est opposé à l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté, c'est parce qu'il ne voyait pas très bien comment cet impé-

ratif européen pourrait être concilié avec les intentions de l'Angleterre.

Quelles que soient les contradictions entre les idées de Sir Rhys-Williams et l'attitude traditionnelle du gouvernement britannique, l'Union pan-européenne vient d'affirmer son humeur militante quoiqu'un peu trop anti-américaine, à Westminster même.

Par l'escalier de service

Le « Sunday Telegraph » du 26 janvier déplore la décision du Général De Gaulle de rester Président de la République jusqu'à expiration de son mandat. Selon ce journal, les Anglais sont plus affectés par cette décision que les 50 millions de Français, qui n'ont pas de raison de se réjouir (!). Mais voici en traduction le paragraphe qui à sa manière est une perle de maladresse et d'impolitesse rarement rencontrée dans la presse civilisée:

« Ceci (la décision du Général) paraît tuer tout espoir immédiat que la Grande Bretagne puisse « accélérer sa sortie » de sa torpeur économique et nationale en se joignant au Marché Commun, comme la France le fit elle-même, il y a 12 ans. »

Ceci soulève aussi une autre question. Qu'est-ce que sont devenus tous ces projets fertiles du gouvernement, destinés à mettre le Général en échec et à permettre à la Grande Bretagne de mettre un pied en l'Europe par la porte de derrière, avec l'aide de certains des Six? »

Depuis deux ans nous nous efforçons de dénoncer la conception fautive inculquée par les Travailleurs aux Anglais au sujet du Marché Commun et l'attitude duplicitaire qu'ils ont adoptée en toute occasion. Voici que maintenant un seul petit paragraphe d'un hebdomadaire national confirme avec une arrogance ingénuité tout ce que nous avons essayé d'expliquer, non sans peine. Il est utile, par conséquent, que, pour le bénéfice des amis européens des Travailleurs, nous nous penchions un instant sur ce texte pour extraire l'essentiel:

1. Le chef d'un Etat ami est diffamé comme dictateur: le texte commence ainsi: *Avec les 50 millions de Français, c'est la nation britannique qui est affectée le plus par l'annonce catégorique du Général De Gaulle.*

Quelle nation britannique? Le Gallup Poll dans son sondage du 18-21 janvier n'a trouvé

que 26% des Anglais qui s'intéressent à l'Europe en général et non pas à la Communauté européenne.

2. Les faux européistes anglais espèrent refaire l'économie et l'esprit national en se JOIGNANT au Marché Commun et non pas en ENTRANT dans la Communauté européenne. Ils trouvent qu'ils ont le droit de se SERVIR du Marché Commun et nullement de LE servir.

Comme nous l'avons écrit tant de fois, il s'agit "d'accélérer la sortie de l'Angleterre de sa torpeur économique et nationale" et nullement de s'intégrer honnêtement à l'Europe et, le journal cite le cas de la France qui selon lui, s'est JOINTE au Marché Commun il y a douze ans.

Avec M. Enoch Powell, nous croyons que l'Angleterre ne pourra sortir de sa "torpeur économique et nationale" que lorsqu'elle comprendra qu'elle doit le faire par elle-même et que sa destinée est étroitement liée à la France et par là, à l'Europe. Quant à « l'aubaine » que la France a eue, selon le Sunday Telegraph, il y a douze ans, il faudrait se rappeler que le pays qui a pris le projet de la Communauté européenne en dérision, a été l'Angleterre et qu'il y a douze ans il n'y avait pas de Marché Commun. La France ne s'est pas JOINTE, mais elle a participé à la fondation de la Communauté européenne.

3. Enfin, l'article reconnaît que le gouvernement travailliste avait fabriqué plus d'un plan destiné à permettre à la Grande Bretagne de "mettre un pied dans l'Europe par la porte de derrière avec l'aide de certains des Six".

La conspiration des Travaillistes est donc reconnue ouvertement. Ceux des Six qui ont cru aider une nation peuvent constater maintenant qu'ils ont été utilisés sans scrupules par M. Wilson et ses hommes.

Il est difficile de trouver une dénonciation plus claire du plan Harmel que celle que le Sunday Telegraph vient de faire. Le journal accepte que même par "l'escalier de service", M. Wilson voudrait JOINDRE ce Marché Commun qui deviendrait vite un marché très commun de denrées et de bétail, de casseroles et de tracteurs anglais. On permettrait aux autres de vendre en Angleterre des rubans, du parfum et des macaroni dans la mesure où le socialisme britannique voudra bien l'accepter. Contraire au Traité de Rome? Bien sûr, mais on y introduirait des modifications à cet effet... par la porte de derrière. C'est un peu remplacer les Balkans perdus

par des Balkans plus avancés et plus proches de la Manche. C'est la vision que l'on professe à Westminster sur le Marché Commun et son avenir.

A propos des "relations spéciales" avec les Etats-Unis

Le Sunday Express du 26 janvier nous apprend que l'opinion publique américaine et un grand nombre de journaux d'outre Atlantique, sont de plus en plus révoltés à l'idée de voir arriver à Washington le nouvel ambassadeur britannique. Cet ambassadeur inventé par les travaillistes, n'est autre que M. John Freeman, ancien journaliste d'extrême gauche. Comme directeur de l'hebdomadaire «New States», lors des élections présidentielles que M. Nixon avait perdues, M. Freeman avait écrit au sujet de M. Nixon qu'il était "un colporteur discrédité et démodé de l'irrationnel et de l'attentisme". Selon M. Freeman "Le passé de M. Nixon suggère un homme sans aucun principe sau, la volonté de sacrifier tout pour la cause de Dick Nixon".

Depuis l'élection de M. Nixon, M. Freeman a rétracté publiquement ces injures sous prétexte que son récent comportement a prouvé qu'il est un homme responsable et méritant. Cette arrogance persiste dans l'injure. Lord Lambton qui rapporte ses impressions recueillies aux Etats Unis, nous apprend que les Américains considèrent que la retraction prouve que les militants travaillistes n'affichent des principes et des convictions que par intérêt personnel et que lorsque leurs principes et leurs convictions s'avèrent embarrassants, ils les rejettent sans trop de soucis.

Selon l'opinion américaine, M. Freeman devrait démissionner de son poste et éviter d'arriver à Washington où il ne sera pas en mesure de remplir sa mission d'ambassadeur.

M. Wilson à la queue...

On apprend que les députés aux Communes ont reproché à M. Wilson l'empressement avec lequel celui-ci s'est mis à la queue de ceux qui tiennent à être parmi les premiers reçus à la Maison Blanche par le Président Nixon.

En effet, M. Wilson a déjà chargé son ambassadeur de lui obtenir une invitation. Une fois de plus, M. Wilson compte pouvoir faire sa campagne de popularité électorale sur les marches de la Maison Blanche. Selon les intimes de l'ex-président Johnson, c'est ce que celui-ci aurait dit de M. Wilson.

En bon travailliste, M. Wilson a déjà oublié le mauvais accueil que les siens ont fait à la victoire de M. Nixon et espère maintenant qu'il pourra remettre un peu de vernis sur sa popularité en Angleterre.

Ce qui est encore mieux, l'indiscrétion a déjà été faite à la presse, de façon que M. Nixon aura de la difficulté à ajourner pour trop longtemps cette invitation qu'on lui arrache presque.

Le Ministre des Affaires Etrangères, M. Michael Stewart a procédé encore mieux. Il a annoncé purement et simplement à la presse qu'il ira dans un très proche avenir à Washington pour discuter. Les Américains, comme tout le monde, l'ont appris par les journaux. S'est la méthode travailliste.

Le Commonwealth, l'Europe et l'Amérique...

Entre 18 et 21 janvier, le Gallup Poll a effectué un sondage de l'opinion publique sur la question: "Lequel des trois, l'Europe, le Commonwealth ou l'Amérique est plus important pour l'Angleterre?"

Les réponses ont été: Le Commonwealth 34%, l'Europe 26% et l'Amérique 25%.

Comparés aux réponses données à la même question en Septembre 1961 (le Commonwealth 48%, l'Europe 18% et l'Amérique 19%), les pourcentage enregistrés en janvier 1969 montrent une regression d'environ 17% de l'opinion en faveur du Commonwealth et un progrès des voix en faveur de l'Europe et de l'Amérique. En d'autres mots, les Anglais sont encore loin de s'être débarrassés du mirage que la fiction du Commonwealth représente pour eux. Ni l'argent qu'ils paient pour entretenir cette fiction ni les insultes qu'ils subissent de la part de leurs soi-disants partenaires africains ni l'éloignement des «frères blancs» vers l'orbite américaine ne peuvent guérir la nostalgie de grande nation dont gouvernement, opposition et une bonne partie du peuple, souffrent avec le caractéristique stoïcisme anglosaxon.

Le leader conservateur derrière M. Enoch Powell

Voici que le samedi 5 janvier le leader officiel du parti conservateur a parlé pour se ranger sous la bannière de M. Enoch Powell. et pour ranger officiellement tout le parti conservateur sous la bannière nationaliste du leader de fait. M. Heath a parlé dans la circonscription électorale de Walsall, une région situées pas très loin de celle de M. Powell, comptant comme toute région industrielle d'Angleterre un nombre impressionnant d'immigrants de couleur.

Avec d'autres personnalités et députés conservateurs, M. Powell se trouvait sur la plate-forme d'où M. Heath avait choisi d'adhérer officiellement à la politique préconisée depuis un an par M. Powell. Il s'est prononcé contre la politique multiraciale pratiquée par le gouvernement travailliste et a assuré à son auditoire que le prochain gouvernement conservateur introduira une législation par laquelle la loi des étrangers sera appliquée à tous les immigrants du Commonwealth quant à leur admission en Angleterre, leur permis de séjour et la naturalisation.

M. Heath a demandé entre autres une législation urgente, introduite avant le mois d'août pour contrôler l'entrée des immigrants, en attirant l'attention du gouvernement sur le fait qu'il lui incomberait la responsabilité entière de toutes les conséquences graves qui s'ensuivraient si une pareille législation n'était pas introduite.

Comme il fallait s'y attendre, mais comme M. Heath ne s'y attendait certainement pas, à la fin de son discours les militants conservateurs ont ovationné debout M. Enoch Powell et non pas le leader officiel.

Il y a environ un an, M. Heath répudiait le discours prononcé par M. Powell sur le problème de l'immigration et prenait la décision impopulaire d'exclure M. Powell du conseil restreint qui forme le contre-gouvernement de l'opposition. Contre vents et marées, M. Powell a continué sa politique appuyé de plus en plus par les masses populaires d'Angleterre. Il fut un temps où M. Powell à lui seul constituait la voix de la vérité dans le pays et M. Heath se trouvait rangé aux côtés des Travaillistes presque dans tous les domaines de la politique nationale. C'est en effet, M. Heath qui a forcé les députés conservateurs à voter en faveur de la demande travailliste d'entrée dans le Marché Commun, tout en sachant que les in-

Sir EDWARD BEDDINGTON - BEHRENS

Dans le supplément EUROPEAST de notre dernier numéro nous avons parlé de la disparition soudaine de Sir Edward Beddington-Behrens, le 28 novembre dernier à Londres. Mais nous tenons à déplorer une fois de plus dans les colonnes du BULLETIN EUROPEEN la fin inattendue de ce sincère européiste. Agé de 71 ans, Sir Edward s'était particulièrement distingué pour les services qu'il avait rendus au Mouvement Européen. L'intérêt qu'il portait à la cause de l'Europe unie remontait fort loin, au temps où tout jeune encore il travaillait au Secrétariat permanent de la Ligue des Nations (ILO) et où il repréenta la Ligue à de nombreuses conférences internationales. Il écrivit de nombreux ouvrages, notamment « Why Britain must join Europe » qui date de 1967.

Le « Daily Telegraph » a dit quand il mourut : « Il a été l'un des plus éminents partisans de l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun ».

En dehors de ses activités européistes, Sir Edward s'était distingué dans bien des domaines : il avait entre autre combattu dans les deux guerres mondiales et avait été décoré de la Military Cross and Bar.

Le BULLETIN EUROPEEN adresse un souvenir ému à la mémoire de ce parfait gentleman qui avait bien voulu s'intéresser et même collaborer à l'activité de notre revue.

Lettres d'Angleterre

tentions de M. Wilson n'étaient nullement en harmonie avec celles de la plupart des Conservateurs; c'est grâce à M. Heath, ou du moins avec sa permission, que les Travailleurs ont pu utiliser un conservateur comme ambassadeur à Paris, ambassadeur qui devait inévitablement se faire le complice des manoeuvres très peu diplomatiques de M. Wilson en Europe; c'est M. Heath qui a prêté aux Travailleurs le conservateur de triste réputation, M. Aubrey Jones qui socialise à l'heure actuelle le revenu des Anglais et qui a réussi à empoisonner les relations entre les syndicats et les employeurs et c'est toujours M. Heath qui fut pendant cette dernière année le détracteur le plus acharné de M. Powell, le seul conservateur qui ait jamais soutenu sans relâche le programme du parti conservateur. Et voici que maintenant, M. Heath se range sagement derrière M. Enoch Powell, mais sans reconnaître publiquement sa défaite. M. Heath continue à se croire le leader des Conservateurs même lorsque M. Powell, en sa présence, est ovationné pour un discours qu'il vient de prononcer à deux pas du silencieux leader de fait. Il ressemble de ce fait, de plus en plus, à M. Wilson et du point de vue sincérité européenne, personne ne doute qu'il continuera la tradition de M. Wilson. Le malheur de M. Heath c'est qu'il craint de se montrer conservateur authentique dans ses décisions. S'il a consenti finalement à embras-

ser la politique de M. Powell en matière d'immigration c'est uniquement parce qu'il se rendait compte qu'il s'isolait de plus en plus de son propre parti. D'origine modeste, M. Heath n'en est que plus soucieux d'empruntation d'une certaine classe dirigeante lorsqu'il parle; il considère que c'est de mise, mais son complexe l'empêche de se montrer un authentique conservateur, car on peut changer d'accent lorsqu'on parle, mais on ne peut pas changer de battement de coeur et le coeur de M. Heath est avec la gauche, avec le genre de politique qui en Angleterre est censée être la seule politique possible des garçons pauvres. La réalité? M. Heath ne l'a jamais connue, sauf en ce qui concerne sa propre personne: en lui-même, il reconnaît ses propres faiblesses, mais pour le couvrir, il cherche des alliés parmi ceux qui se sont toujours tournés contre l'élite intellectuelle du pays. M. Enoch Powell appartient à cette élite intellectuelle et c'est pourquoi il ne trouvera jamais de sympathie auprès de M. Heath, auprès des Travailleurs aussi bien qu'auprès de la noblesse. Les politiciens travaillistes rejoignent ici la noblesse anti-intellectuelle dans la même peur de la lucidité intellectuelle. Enchaîné aux uns par son origine et aux autres par l'admiration et le complexe que sa position lui donne, M. Heath n'a jamais réussi à être un leader, mais tout simplement une victime des circonstances, un « erroné » de bonne fois. Même lorsqu'il a raison il se trouve dans une situation fautive et son discours du samedi 25 janvier en est un des meilleurs exemples.

INFORMATIONS EUROPEENNES

Marché Commun des oeuvres d'art

Les oeuvres d'art de l'antiquité étrusque et romaine, de la renaissance italienne, sont elles soumises aux dispositions du traité de Rome comme le sont les denrées agricoles et les produits manufacturés des six Etats membres du Marché commun?

Voilà la question, peu ordinaire, sur laquelle la Cour de justice des Communautés européennes vient de statuer.

La législation italienne comprend en effet un certain nombre de dispositions destinées à protéger le patrimoine artistique, historique, archéologique et ethnographique national et, notamment, la perception, à l'exportation, d'une taxe progressive sur la valeur de l'objet, s'échelonnant par tranches successives, de 8% à 30%.

De l'avis de la Commission européenne, cette taxe perçue à l'exportation constitue une taxe ayant les mêmes effets qu'un droit de douane à l'exportation. Or, en tant que telle, elle est contraire au traité instituant la Communauté économique européenne. La commission invita donc le gouvernement italien, dès le mois de janvier 1960, à supprimer la taxe en question.

Après un échange de correspondance prolongé, la commission devait entamer une procédure qui finit par aboutir à un recours de la commission devant la Cour de justice.

Or, celle-ci vient de rappeler qu'aux termes du traité, la Communauté économique européenne est fondée sur une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises, et que les oeuvres d'art, quelles que soient par ailleurs les qualités qui les distinguent des autres biens du commerce, partagent avec ces derniers la caractéristique d'être appréciables en argent et de pouvoir ainsi former l'objet de transactions commerciales. La Cour de justice a observé que cette façon de voir correspond d'ailleurs à l'économie de la loi italienne elle-même, qui fixe la taxe litigieuse en fonction de la valeur des objets en question. En conséquence, elle a déclaré que la taxe en question est contraire au traité de la Communauté économique européenne lorsqu'elle est perçue à l'exportation d'oeuvres d'art vers d'autres Etats membres.

Bientôt, un Centre Européen de la Jeunesse

Un nouveau Centre européen de jeunesse construit à Strasbourg par le Conseil de l'Europe sera terminé en 1970.

Les stages d'information sur l'Europe et les cours intensifs de langues que dispense un centre expérimental depuis 1963 seront repris sur une plus large échelle par le nouveau centre permanent. Le programme complet comprendra des stages et des séminaires sur la coopération et l'intégration européenne, sur les méthodes d'enseignement et les techniques d'organisation.

Les activités du Centre viseront principalement:

- à associer la jeunesse à la coopération européenne;
- à assurer de façon aussi efficace que possible la formation, dans un esprit européen, de dirigeants des mouvements de jeunesse.

Une Banque Européenne du sang

Les centres de transfusion des quinze pays membres du Conseil de l'Europe qui ont ratifié l'accord sur l'échange de substances thérapeutiques d'origine humaine, auront bientôt à leur disposition une « banque européenne de sangs congelés de types rares », créée à Amsterdam pour cinq ans par la Croix Rouge néerlandaise et subventionnée par le Conseil de l'Europe.

Cette Banque permettra la constitution de réserves de sangs de types rares fournies par des donneurs, qui pourront être prêtées ou échangées, ainsi que le dépôt, par chaque individu d'un groupe particulièrement rare, de réserves de son propre sang en vue d'une éventuelle autotransfusion.

La procédé de congélation utilisé prévoit la conservation du sang à — 190° par immersion des récipients dans l'azote liquide. Le Conseil de l'Europe financera notamment l'achat du réfrigérateur « Union carbide » et de l'azote nécessaire pendant cinq ans.

LES TRAVAUX DU Conseil des Communes d'Europe

Nous publions ci-dessous la Résolution générale de l'Assemblée des Délégués du Conseil des Communes d'Europe réunie à Trieste l'automne dernier.

RESOLUTION GENERALE

L'Assemblée des Délégués du Conseil des Communes d'Europe réunie à Trieste, les 7 et 8 octobre 1968:

— **CONSTATE** que les Gouvernements ont arrêté la construction européenne au moment même où une situation dramatique menace l'Europe et la paix du monde alors que la majorité de l'opinion publique est de plus en plus convaincue de la nécessité de l'unité européenne.

— **CONSIDERE** que les Communautés Economiques Européennes forment aujourd'hui la base la plus solide de cette unité et qu'elles ont elles-mêmes, par la déclaration du 1er juillet 1968, rappelé leurs finalités:

- faire l'Europe des peuples — des travailleurs, de la jeunesse, des hommes,
- aboutir à une politique économique générale,
- instituer une union politique,
- définir la politique de l'Europe dans le monde,
- promouvoir en Europe les grandes mutations humaines:
- le traité unique,
- la démocratisation des pouvoirs européens,
- l'appel aux forces vives.

— **DECIDE** d'inviter les collectivités locales, membres du C.C.E., à appuyer le texte de cette déclaration.

— **DECIDE** également de faire de l'année 1969 l'année du Parlement Européen, en poursuivant l'action pour son élection au suffrage universel. Le C.C.E.

L'Assemblée des Délégués.

— **CONSIDERE** qu'en vue de sortir de l'impasse actuelle une nouvelle initiative s'impose,

— **DEMANDE** aux pays membres de la Communauté, à la Grande-Bretagne et aux autres nations européennes d'ouvrir, dans les délais les plus brefs, des négociations qui permettront de créer une institution politique supranationale afin de conduire une politique commune des affaires étrangères de la défense, de la technologie et de la monnaie en respectant les Traités de Paris et de Rome.

Cette institution pourrait comprendre une Commission politique indépendante et douée du droit d'initiative, un Conseil des Ministres et un Parlement élu au suffrage universel et direct dans un délai défini.

— **AFFIRME** que dans ce but il est nécessaire que s'organisent sur le plan européen les partis politiques et les syndicats et que leur action soit coordonnée avec celles du C.C.E. au sein du front démocratique européen.

L'EUROPE PUISSANCE MONDIALE

Déclarations du
Président
du M. E. français

En automne dernier a eu lieu en France à Tours en même temps que la Foire de l'Est européen un Congrès destiné à poser les jalons d'une forme nouvelle de coopération européenne entre les régions. Pour bien marquer l'intérêt général de cette manifestation, des délégations allemande, belge et néerlandaise avaient été invitées à y participer. Au cours des travaux, M. Sudreau député du Loir et Cher et Président du Mouvement Européen, a déclaré notamment:

« Transformer l'Europe en une puissance mondiale, non par la force et la contrainte, mais par l'entente et la conciliation, voilà une grande, noble, extraordinaire entreprise. C'est elle qui unit beaucoup d'hommes de bonne volonté à travers des pays autrefois ennemis. C'est la plus belle mission que l'on puisse accomplir à notre époque, sur notre continent.

« Certes, poursuit le nouveau Président de séance, le bilan de l'Europe est à la fois considérable et décevant. Considérable par la prise de conscience de notre destin commun. Décevant, parce que, malgré les progrès accomplis, l'évolution paraît bien lente.

L'Europe existe dans les esprits et dans les coeurs mais pas encore dans les faits. Chacun des six gouvernements a eu une attitude personnelle et égoïste en face des Etats-Unis pendant le Kennedy-Round. On peut en dire autant des autres négociations avec le reste du monde en général, et l'Europe de l'Est, en particulier. En dehors de la Communauté, les Six ont une politique qui, du fait de leur concurrence, s'apparente à l'anarchie et à l'incohérence ».

Après avoir approuvé le Gé-

A travers l'Europe et le monde

minimum

par A.P.G.

Mélo

Au siècle dernier, on avait « Les mystères de Paris ». La « mala » de l'époque suffisait à satisfaire la curiosité morbide qui sommeille dans tout coeur honnête à propos de crime et de perversion. Mais aujourd'hui gangsters, assassins font partie de la vie quotidienne. Psychologie, méthodes, tourments des criminels, supplices des victimes, nous savons tout, nous sommes bla-

(suite de la p. 18)

néral de Gaulle de dénoncer la « politique des blocs ». M. Sudreau poursuit:

« Les Européens doivent lutter contre le partage du monde en deux, pour ne pas dire en trois, avec la Chine. Mais il ne suffit pas de dénoncer la politique des blocs, il faut en tirer toutes les conclusions.

L'Europe morcelée en mosaïque de nationalismes ne peut équilibrer ni la puissance économique, ni la puissance militaire du géant soviétique. Le morcellement de l'Europe n'apporte pas une réponse à nos angoisses. Il faut une Europe unie politiquement, et il faut donc que la France l'accepte.

Tout est lié à l'Europe. Notre prospérité et notre défense; il serait temps que notre politique en tienne compte.

Tous les grands problèmes que nous avons à résoudre dans le monde moderne, cadence infernale du progrès technique et ses conséquences, le destin de l'homme, de sa liberté, de sa sécurité, de sa santé, de sa vie ne peuvent être résolus par nos anciens Etats, cloisonnés dans leurs frontières étroites et dans leur souveraineté dépassée. S'enfermer dans une autarcie nationaliste, c'est nier notre destin d'homme moderne ».



sés. Diable merci, il nous reste encore un peu d'imprévu. C'est la Russie qui nous le dispense. On tire sur M. Brejnev, qu'est devenu l'auteur de l'attentat? A-t-il été lynché, s'est-il suicidé, l'a-t-on exécuté, pourquoi a-t-il tiré et tirait-il sur M. Brejnev? Mystère. M. Kossyguine a de son côté disparu. A-t-il été liquidé? Enlevé? Sequestré? Emprisonné? Non il reparait souriant au moment où disparaissent à leur tour MM. Kirilenko, membre du bureau politique et Koulakov secrétaire du Comité central. Y a-t-il eu crime et si oui quel est le mobile? L'URSS a ses secrets, Moscou a ses mystères. En ce monde d'horreurs trop vraies, trop évidentes un théâtre nous reste où le mal oublie d'être cynique, s'enveloppe en-

core des voiles hypocrites du bon mélo bourgeois.

Au fond du décor, le chœur des condamnés politiques dont les lamentations se perdent dans les brouillards de la steppe et des idéologies est assez discret pour nous émouvoir sans trop nous révolter.

L'héroïsme des autres

D'ailleurs ce qui nous stupéfie n'est pas l'extraordinaire. Mais plutôt l'insolite qui vient rompre la routine de nos petites habitudes quotidiennes. Une mode audacieuse, un véhicule jamais vu. Un garçon de vingt ans beau et sain qui se tue pour la liberté, des hommes et des femmes condamnés à vivre comme des bêtes parce qu'ils ont des idées gênantes, voilà qui fait partie des vicissitudes humaines. Ordinaire administration de l'histoire. Sans héros ni victimes notre histoire deviendrait étonnante, impensable. Voilà pourquoi nous acceptons si facilement l'héroïsme, la souffrance des autres. Ils nous rassurent en confirmant que tout se passe comme d'habitude depuis des millénaires. C'est leur absence qui serait inquiétante.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEAVANT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

A B O N N E M E N T S

Italie . . . Lires 2.000

Etranger . Dollars 3,—

Abonn. d'Honneur 5.000

Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.
